Comment concilier dès lors la possibilité de récompenser la bonne conduite par une libération anticipée pour les uns, l'espoir d'une rédemption pour d'autres et l'irréductibilité souhaitée des peines ?

La longue discussion qui s'est instaurée ce matin en commission des lois a prouvé que rien de ce qui est prévu en remplacement de la peine de mort — réclusion, quartier de haute sécurité, peine de sûreté — ne donne satisfaction et n'est de nature à éliminer la dangerosité des criminels.

Et même la transportation pénale, imaginée et préconisée par notre ex-collègue M. Aurillac, et qui serait de nature à réprimer la plupart des crimes actuellement punis de peine de mort peut-elle être appliquée à certains criminels particulièrement odieux ou récidivistes ?

Pourquoi un monstre ivre de sang, ayant commis une série de meurtres et se sachant voué à une détention perpétuelle, ne continuerait-il pas ses forfaits sur ses gardiens et ses codétenus ? Pourquoi s'arrêterait-il, puisqu'il est condamné au maximum et que rien de plus grave ne peut lui être infligé ? Comment concevoir qu'un tel monstre ne puisse être mis hors d'état de nuire ? Ce qui risque de se produire, c'est que pour sauver sa vie menacée, un gardien ne « descende » ce forcené sans autre forme de procès.

Et qui empêchera les proches de victimes innocentes dont la vie valait bien celle de leur meurtrier, déçus par la clémence de l'appareil judiciaire, de faire justice eux-mêmes, comme cela est arrivé dernièrement en République fédérale d'Allemagne où l'on a vu une femme désespérée se substituer à la justice et tuer en plein tribunal l'assassin de son enfant ?

Au Canada, où la peine de mort a été abolie il y a quelques années, on a créé dans deux prisons des unités spéciales de détention. Les conditions de vie y sont plus dures que dans les prisons françaises. De plus, la prison est entourée de barbelés et d'une bande blanche peinte sur le sol. Les détenus savent que s'ils dépassent cette bande, les gardiens tireront sur eux. Ils risquent donc la peine de mort instantanée et sans jugement, s'ils désobéissent à la prescription de ne pas franchir cette limite. Dans ces conditions, on arrive au paradoxe suivant : on abolit la peine de mort pour des criminels que l'on tue ensuite pour une désobéissance ou une tentative d'évasion.

Voilà pourquoi, en l'état actuel des choses, si je suis opposé à la peine de mort surtout dans son mode d'exécution actuel qu'est l'échafaud, je reste partisan de son maintien dans l'échelle des peines, non pas tellement en raison de son caractère dissuasif — je n'y crois pas — mais pour qu'il soit possible de l'appliquer à des cas tout à fait extrêmes et rarissimes dont il faut bien reconnaître que notre code pénal, en sa forme présente, ne permet pas d'éliminer les responsables.

Je termine en prenant l'exemple que je citais il y a deux ans à cette même tribune : si Hitler était encore en vie et s'il comparaisait aujourd'hui devant une cour dont vous seriez les jurés, quels sont ceux d'entre vous qui, même après tant d'années, lui trouveraient des circonstances atténuantes ?

Si la peine de substitution donne à terme des résultats positifs, si une réforme du code pénal ou de l'administration pénitentiaire permet d'obtenir ce que nous recherchons, c'est-à-dire une peine de sûreté permettant d'éliminer les plus grands criminels, dans ce cas les jurés pourront ne plus prononcer de sentence de mort, même si elle existait encore.

Mais nous savons tous que l'Assemblée adoptera ce projet de loi. Pour ma part, je n'en suis ni choqué ni dérangé, sauf peut-être du tapage et de la publicité que l'on fait sur ce sujet.

Certains de nos collègues ont déjà présenté par avance ce vote comme une victoire importante, voire comme un triomphe.

Je me réjouirais beaucoup plus, quant à moi, et ce sera ma conclusion, si les jurés, qui sont l'émanation du peuple, ne prononçaient plus jamais de sentence suprême, non parce que la loi le leur interdirait ou parce qu'il n'y aurait plus de crimes — il ne faut pas verser dans l'utopie — mais parce que les sentiments qui les animent et les mentalités auraient changé.

Voilà le souhait que je forme. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

M. le président. La parole est à M. Christian Goux.

M. Christian Goux. Monsieur le président, monsieur le garde des sceaux, mes chers collègues, le débat qui nous réunit ce soir présente, nous l'avons bien compris, un caractère exceptionnel.

Exceptionnel, ce débat l'est d'abord par le temps qui aura été nécessaire pour le voir enfin s'engager, après tant de débats, tant de manœuvres procéduraires, tant de sondages de

dissuasion pour écarter du législateur la responsabilité de trancher enfin, dans la clarté, la question de l'abolition ou du maintien de la peine de mort.

Exceptionnel, ce débat l'est ensuite par la dimension plus morale que proprement politique des arguments qui détermineront la position des uns et des autres, au-delà des clivages qui caractérisent habituellement les discussions parlementaires.

Exceptionnel, ce débat l'est encore par l'importance de la décision qui le conclura et qui fera date, à n'en pas douter, dans l'histoire de nos institutions pénales, sinon plus simplement dans notre histoire, au même titre que ces autres étapes majeures de la civilisation que furent la renonciation à la question ou la suppression de l'esclavage.

Exceptionnel, ce débat l'est enfin parce qu'il n'a été rendu possible que par la position sans ambiguïté adoptée, face aux électeurs, par le candidat socialiste en pleine campagne présidentielle, agissant en conscience et sans concession au sentiment contraire alors prêté à l'opinion.

Ce débat — d'autres l'ont dit avant moi, monsieur le garde des sceaux — est engagé depuis deux siècles, et depuis deux siècles, tous les arguments ont été échangés, critiqués, sans que les convictions respectives des uns et des autres en soient ébranlées.

C'est précisément parce que tout a été dit que nous déclarons aujourd'hui, nous parlementaires socialistes, qu'il faut que ce débat trouve son terme et que les députés ici rassemblés — parce que c'est leur mission de législateur — prennent leurs responsabilités. La question, en fin de compte, se ramène au point de savoir si la société a le droit d'infliger la mort pour punir la mort, en d'autres termes, si la société peut légitimement violer l'interdit du meurtre pour combattre le meurtre.

Voilà la question essentielle qu'il nous appartient de trancher. Vous en conviendrez avec moi, ce n'est pas un problème de stratégie partisane, c'est fondamentalement un problème de conscience, mais aussi un problème de conscience politique, au sens le plus élevé du terme.

Pour ma part, cette conscience politique me conduit à refuser les thèmes classiques des adversaires de l'abolition.

Dérisoire, l'argument lié au prétendu effet dissuasif de la peine capitale. Comment penser que l'individu déterminé au pire ou animé de sentiments les plus réfractaires au jeu normal de la raison puisse être retenu par la perspective d'une condamnation, aussi horrible soit-elle ?

Illusoire, l'argument d'exemplarité. Les exécutions publiques d'autrefois ont-elles jamais arrêté le bras des criminels par la frayeur et l'horreur, même au temps où l'Etat, selon l'expression de Michel Foucault, déchainait le spectacle de sa violence extrême.

Effroyable, l'argument de la vengeance, car la mort de la victime innocente ne sera jamais rachetée par l'immolation du coupable.

L'exécution ne peut effacer ni la violence, ni la douleur des proches, ni la trace indélébile de leur malheur. L'expiation est nécessaire, et il en est des formes redoutables. Faut-il pour autant continuer de l'accepter sous la vieille règle du talion qu'une civilisation empreinte des préceptes du christianisme et des valeurs de l'humanisme se doit d'exorciser ?

Mais, par-dessus tout, monsieur le garde des sceaux, ce qui rend la peine de mort insupportable — et vous l'avez dit cet après-midi — c'est son caractère irréversible. Elle interdit tout droit à l'erreur dans un domaine où la conviction, aussi forte soit-elle sur le moment, peut, avec le temps, s'affaiblir ou même disparaître.

N'oublions jamais que l'Angleterre a aboli la peine capitale après l'exécution de Timothy Evans qui, plusieurs années après sa mort, fut reconnu innocent du meurtre de sa femme et de sa fille.

Le risque, aussi minime soit-il, ne peut être accepté.

Enfin, il nous faut regarder autour de nous. Tous les pays démocratiques d'Europe ont aboli la peine de mort, parfois depuis plus d'un siècle. Certains même, comme la République fédérale d'Allemagne, ont érigé le respect de la vie en principe constitutionnel. D'autres, comme l'Espagne, plus récemment, ont illustré la renaissance de la démocratie par l'abolition de la peine infamante. D'autres encore, comme la Belgique ou les Pays-Bas, ont accepté, en pratique, sa désuétude en temps de paix.

Certes, comparaison n'est pas raison. Mais il nous faut bien constater que la France reste aujourd'hui le seul Etat d'Europe occidentale où la peine de mort soit encore légalement en vigueur et effectivement appliquée.

Monsieur le garde des sceaux, tout porte à croire aujourd'hui que ce temps est révolu. Ce que notre Constitution ne nous permet pas de faire par voie de référendum, nous, parlementaires